

SURVIVRE OU SURCONSOMMER?

Peter MENCKE-GLUCKERT *

La première partie de ce numéro a été préparée grâce à l'amabilité des syndicats ouvriers de la métallurgie de la R.F.A. dont le dernier congrès, ouvert, par le Président de la République d'Allemagne Fédérale, s'est tenu à Oberhausen.

Lors de leur congrès international en 1972 à Oberhausen, les syndicats de la métallurgie de la République Fédérale Allemande ont abordé les problèmes de la société de demain. Des hommes politiques et des savants, des technocrates et des non-technocrates de l'Est et de l'Ouest ont cherché à définir la qualité de la vie dans notre monde de demain.

L'idéologie et la vérité ne parlent pas le même langage : elles s'accordent toutefois pour

reconnaître que notre société d'abondance ne pourra plus, comme elle l'a fait jusqu'à présent, se contenter de concessions aux impératifs de la consommation.

On ne peut d'abord parler de la qualité de la vie que lorsqu'on a le nécessaire : quand on a faim et froid, nourriture et logement sont des besoins trop impérieux pour qu'on s'inquiète des lacunes dans les infrastructures, l'aménagement des territoires, la formation et la protection de l'environnement.

Ce congrès a montré clairement qu'augmenter la production, le nombre de télévisions et de voitures n'apportait pas systématiquement plus de liberté individuelle : la qualité de la vie est bien autre chose que le niveau de vie. Mais il ne suffit pas non plus de remplacer des formes de consommation individuelles par une consommation publique. La qualité de la vie suppose aussi un élargissement, un enrichissement de notre vie quant au revenu, au prestige, à la consommation. La « croissance

* Vice-Président de Futuribles International.

zéro » devient-elle alors pour autant une hypothèse possible ? Ne doit-on pas fonder la croissance sur les véritables besoins de la société ? Dans la perspective de la civilisation scientifique de notre temps n'a-t-on pas depuis longtemps sacrifié aux « nécessités », en annexant simplement les surfaces disponibles, et en y construisant des logements ?

N'est-ce pas se méprendre sur le rôle de la jardinière d'enfants, de l'artiste, des femmes chez elles, que de se refuser à considérer que leurs apports à la qualité de la vie de chaque jour constituent une amélioration et un facteur de croissance et doivent entrer en ligne de compte dans l'appréciation du niveau de production d'une société ?

Ne devrait-on pas retrancher du produit social brut le coût social qu'entraînent les voitures et la pollution atmosphérique, le bruit, l'espace occupé par les rues et les parcs de stationnement, les blessés et les morts de la circulation ? L'apport réel de l'industrie automobile au produit social brut en serait considérablement diminué.

Notre conception habituelle de la croissance est-elle vraiment suffisante ? N'avons-nous pas besoin de nouveaux indicateurs sociaux pour mieux juger de la qualité de la vie ?

Planification et environnement

Dans son intervention du 18 janvier 1973, le chancelier Willy Brandt a parlé des objectifs politiques du « bon voisinage ». La solidarité sociale constitue pour lui un nouveau cadre d'orientation pour l'économie, les partenaires sociaux et toute la société. A l'avenir, la planification sociale devra faire jouer des formes nouvelles de coopération qui, si elles n'ont pas l'efficacité des méthodes actuellement en vigueur dans la bureaucratie, garantiront un maximum de dialogue et de participation des citoyens. Elles devraient être mises en œuvre au niveau de la planification de l'environnement. L'objet de la planification de l'environnement, on l'a bien dit à Oberhausen, ce n'est pas seulement de réaliser quelques parcs naturels, jardins botaniques ou espaces verts. En aménageant le territoire, on va bientôt transformer systématiquement les valeurs, les buts et les comportements de la société. Avoir sa maison dans la verdure, n'est-ce pas une image déjà fixée dans l'imaginaire de chacun, et que nous impose le chaos de notre vie professionnelle ?

L'entrepreneur privé capitaliste n'aura sa place que s'il prend une part active aux processus de la planification sociale et s'il

comprend que le temps est révolu où tout ce qui était techniquement possible et rentable, selon les critères économiques adoptés jusqu'à présent, devait automatiquement être programmé, construit ou produit.

Ce changement de mentalité suppose une sensibilisation massive aux dangers que représente la dégradation de l'environnement et cette sensibilisation doit atteindre un degré d'intensité équivalent à celui que les syndicats ont obtenu dernièrement dans nos entreprises sur les questions d'égalité juridique et sociale. Il ne sera pas facile de jeter par dessus bord tout le fatras de notre civilisation, comme le laissait entendre plus d'un participant au congrès. Il est sans doute possible de mettre sur pied un système de production capable de préserver l'environnement. On pourrait prolonger le cycle de vie des biens de consommation, taxer les dépenses d'énergie et les emballages. Mais la peur de l'inflation montre bien la difficulté de subordonner dans une mesure raisonnable la consommation individuelle aux exigences de la collectivité : sécurité sociale, formation, planification des infrastructures... Les stratégies pour le futur esquissées à Oberhausen se proposaient de planifier la survie de l'espèce humaine, et pour

cela, il faut un plan d'action global. C'est l'une des conclusions de l'étude du Club de Rome et de la conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm en juin 1972. A Stockholm, on a fait comprendre à tous les pays combien sont limitées les possibilités dont nous disposons pour prendre convenablement en charge notre « vaisseau spatial Terre ».

L'aménagement du territoire et la politique de l'environnement, du fait de leurs rapports avec l'éco-système, dépendent étroitement de la prospective et de la polémologie.

Le choc du futur

Ces dernières décennies, sciences et techniques ont élargi les possibilités d'action de l'homme sur son environnement, mais aussi de destruction de la société industrielle dans des proportions que ne pouvait soupçonner la génération précédente. Le potentiel de l'armement nucléaire pourrait anéantir de 60 à 80 fois l'humanité tout entière. La pollution des mers, la dégénérescence de nos grandes villes, l'accroissement des forces armées dans les régions-frontières, la poussée des exigences et des besoins croissants, les conflits de génération, sont autant de manifestations de notre époque qui

trahissent la transformation de nos conditions de vie.

Un ouvrage qu'on cite partout parle de « choc du futur », d'angoisse du futur.

Est-ce justifié ?

L'être humain a déjà souvent fait la preuve qu'il était capable, dans les cas extrêmes où il rencontre de fortes pressions extérieures, de mobiliser ses capacités, son énergie, son imagination créatrice, pour résoudre des problèmes réputés sans solution. Les courbes de croissance ne sont pas les seules à être exponentielles ; il y a aussi toutes les réserves de l'esprit humain. Du bon usage de la politique, voilà le problème...

En tout cas, aussi bien les scientifiques que la jeunesse étudiante s'orientent nettement dans le sens d'une responsabilité collective. Ils montrent par là leur conviction qu'il est possible d'empêcher les catastrophes annoncées par les futurologues, si tous ceux qui sont concernés disposent, en temps voulu, des informations nécessaires.

Les scientifiques choisissent de plus en plus souvent des thèmes de recherche en rapport étroit avec les questions sociales et internationales. Cet engagement manifeste de la science et de la jeunesse en faveur d'une meilleure qualité de la vie, dont témoigne le Congrès d'Oberhausen, ouvre des perspectives nouvelles. P.M.-G.



(à gauche sur la photo)
P. Mencke-Gluckert, Directeur
Chargé de l'Environnement au
Ministère Fédéral de l'Intérieur
(R.F.A.) ; H. Thiemann,
Directeur Général de l'Institut Batelle
Genève ;

C. Gruson, Président du Groupe
d'évaluation de l'environnement,
au Centre International du Futur
à Arc-et-Senans, oct. 1972.